

Résumé : Il n'est pas aisé de proposer une cartographie des composantes idéologiques de l'opposition syrienne armée. Depuis le début de la révolte, dans la bataille que se livrent opposition et régime pour asseoir leur légitimité respective, l'épouvantail de la confessionnalisation et de la radicalisation « djihadistes » des sunnites a constitué, pour le régime et ses alliés un atout précieux. Il a largement contribué, auprès des minorités confessionnelles comme auprès d'une opinion occidentale toujours prompte à s'enflammer devant le « péril islamiste », à renforcer la prétention du régime à s'ériger en « rempart contre l'islamisme » et à apparaître, malgré la dimension explicitement confessionnelle de sa politique, comme le garant de la laïcité de l'État.

Abstract : It is far from easy to map the different ideological components of the highly fragmented armed opposition in Syria. Since the early stages of the uprising, and in the framework of the great battle for legitimacy between the regime and its opponents, raising the bogeyman of Sunnis' Jihadist radicalization has constituted a valuable asset in the hands of the regime and its allies. In the eyes of the religious minorities and the Western public opinion, -always prone to overreact in the face of a supposed "Islamic threat"-, this strategy strengthened the regime's claim of being a "bulwark against Islamism" safeguarding the secular state - despite the sectarian reality of its own policy.

Mots clefs : Printemps arabe, Syrie, Frères musulmans, salafistes, jihadistes,

Arab Spring, Syria, Muslim Brothers, Salafis, Jihadis,

## *Une guérilla «islamista» ? Les composantes idéologiques de la révolte armée*

FRANÇOIS BURGAT ET ROMAIN CAILLET

« Il y a ce manifestant d'Idlib que je ne parviens pas à oublier : il avait littéralement explosé devant les caméras d'une télévision étrangère. Il hurlait : "Je suis un humain, je ne suis pas un animal, un humain, un humain, pas un animal... !" Eh bien, ce même personnage, celui qui criait son refus d'être déshumanisé, je l'ai retrouvé quelques mois plus tard dans sa région : il avait pris les armes. Il était à la tête d'une *katiba*. »

M. SALAMÉ, activiste étudiant.

**D**e la nation en armes à la dérive confessionnelle, de la résistance islam nationaliste

au djihadisme, fabriqué par la répression ou importé des marges radicales du paysage musulman, spontané ou manipulé par le régime, il n'est pas aisé de proposer une cartographie des composantes idéologiques de l'opposition syrienne armée, très fragmentée. Depuis le début de la révolte, dans la grande bataille que se livrent opposition et régime pour asseoir leur légitimité respective, l'épouvantail de la confessionnalisation et celui de la radicalisation « djihadiste » des sunnites ont constitué, pour le régime et ses alliés locaux et régionaux, un atout précieux. Ils ont contribué, auprès des minorités confessionnelles comme d'une opinion occidentale toujours prompte à s'enflammer devant le « péril islamiste », à renforcer la prétention du régime à s'ériger en « rempart contre l'islamisme » et à apparaître, malgré la réalité confessionnelle de sa politique, comme le garant de la laïcité de l'État.

## ***Un socle protestataire rongé par les appartenances religieuses***

Depuis que les modes d'action armés ont irrésistiblement pris le pas sur la protestation pacifique des premiers mois et que, comme à peu près partout ailleurs en terre arabe, s'est affirmée l'importance des courants islamistes, la présence de groupes perçus comme des obstacles à une transition respectueuse de la diversité a dangereusement altéré la crédibilité internationale de l'opposition libérale et laïque. Dans un paysage en constante évolution, l'établissement d'une typologie idéologique des forces combattantes, en dépit de sa difficulté, est donc indispensable pour comprendre les enjeux du conflit et l'évolution des rapports de forces entre ses protagonistes.

Outre les témoignages directs, une telle typologie peut être établie à partir de matériaux divers. La plupart des unités combattantes (*katibas*, ou « brigades ») tiennent généralement à s'assurer une certaine publicité, source de reconnaissance et donc, potentiellement, de soutien financier. Ce faisant, elles offrent un éclairage au moins partiel sur les motivations et la temporalité de leur mobilisation. D'innombrables documents vidéo postés sur Internet permettent de visualiser au moins le nombre et l'apparence de leurs membres (qui, dans la majorité des cas, combattent à visage découvert), de se familiariser avec la teneur de leurs proclamations liminaires et de leurs mots d'ordre, écrits ou oraux (parfois même psalmodiés ou chantés), de visualiser leurs références iconographiques (drapeaux de l'ASL, bannière noire islamique...), leurs signes pileux et vestimentaires (certains djihadistes, étrangers ou non, affectent une tenue pakistanaise noire mi-longue) et, le cas échéant, une partie de leur armement. Ces éléments, y compris le mode de désignation des ennemis, offrent des repères significatifs sur l'imaginaire politique des combattants, la place qu'ils cherchent à occuper sur l'échiquier complexe et changeant de l'opposition, et le rôle qu'ils entendent jouer dans la Syrie d'après guerre.

Analyser le rôle de l'assise confessionnelle au sein des groupes armés de l'opposition exige de rappeler une évidence démographique : la population syrienne est composée de 75 % à 80 % de musulmans sunnites. Plusieurs éléments expliquent la place centrale de cette communauté dans le conflit. Au-delà du rôle de ses différents leaders, très contrasté et évolutif (voir *infra*, chapitre 5), il convient de rappeler la centralité symbolique qu'ont occupée les mosquées, au début de la révolte, lors des manifestations organisées à la sortie de la prière du vendredi. La communauté sunnite baigne en outre dans une atmosphère de religiosité à certains égards plus affirmée que celle d'autres communautés, notamment alaouite, chez qui le processus de sécularisation est plus abouti (voir *infra*, chapitre 8). Cette prépondérance de la référence religieuse dans l'imaginaire des sunnites syriens révoltés s'explique sans doute entre autres par le fait que la répression, qui a d'abord pris pour cible l'ensemble des composantes sociales et confessionnelles de la société (notamment les groupes issus de la gauche marxiste et nationaliste <sup>1</sup>), a progressivement ciblé ensuite de façon privilégiée les sunnites, visés comme un terreau de l'excroissance radicale des Frères musulmans et des épisodes insurrectionnels dont la

ville de Hama a été le tragique symbole en 1982.

La prise en compte de cette religiosité sunnite potentiellement hégémonique est indispensable pour comprendre les dynamiques de radicalisation du conflit confessionnelles ou « sectaires » (*tâ'ifî*), au sens anglais du terme. Au sein de ce champ « islamiste », où évolue la majorité de la mobilisation armée, il convient ensuite de distinguer plusieurs formes de croisements entre appartenance religieuse et mobilisation partisane. Même si une telle typologie est inévitablement jalonnée d'exceptions, du fait des contingences idéologiques, ou plus souvent trivialement militaires ou alimentaires, amenant les groupes armés à se reconfigurer constamment.

La première catégorie, influente sans être majoritaire, est celle des acteurs dont les références et les pratiques sont proches de celles des Frères musulmans égyptiens, qu'ils soient ou non rattachés organiquement à un mouvement qui, au sortir de quarante années de répression, est en cours de rapide reconstruction. De cette première mouvance frériste, évoluant sur le registre de l'« islamo-nationalisme » où les exigences d'une transition démocratique et pluraliste sont explicitement assumées (voir encadré ci-après), on distinguera les brigades dont les membres relèvent du registre salafiste.

Cette dernière mouvance englobe toutefois des postures sensiblement différentes. Les « quiétistes », au contraire des « djihadistes », se tiennent traditionnellement à l'écart de tout engagement politique oppositionnel et, *a fortiori*, de toute entreprise armée. Ils peuvent être « inclusifs », en plaçant leur mobilisation religieuse dans une relation de concurrence mais non d'exclusion avec les autres expressions de la religiosité musulmane. Dans ce cas, ils ne recourent pas, comme les plus radicaux des djihadistes, à l'arme canonique du *takfir* (le fait d'énoncer à l'encontre de quelqu'un son exclusion de la communauté des croyants et de le priver

1 Dont le rôle a par la suite considérablement diminué et dont plusieurs segments ont été cooptés par le régime pour fabriquer une opposition « légale » (voir *infra*, chapitre 5).

### **La charte adoptée le 25 mars 2012 par les Frères musulmans syriens <sup>a</sup>**

Au nom de Dieu clément et miséricordieux. Pour un pays libre, une vie libre et digne pour tous les citoyens. [...]

Nous, Frères musulmans de Syrie, en nous appuyant sur les principes de notre religion islamique, fondée sur la liberté, la justice, la tolérance et l'ouverture, nous présentons ce pacte et cette charte à l'ensemble de notre peuple, [...] un pacte qui protège les droits et une charte qui dissipe les craintes, inspire la tranquillité, la confiance et la satisfaction.

Ce pacte et cette charte représentent une vision nationale que nous adoptons et que nous présentons comme base pour un nouveau pacte social qui servirait de fondement à un nouveau lien national moderne et sûr entre les composantes de la société syrienne, dans toutes ses ramifications religieuses, sectaires et ethniques, et ses courants idéologiques et politiques.

Les Frères musulmans s'engagent à ce que la Syrie de demain soit :

1) un État civil moderne fondé sur une Constitution civile émanant de la volonté du peuple syrien, fondée sur un consensus national, établi par une Assemblée constituante élue à l'issue d'élections libres et transparentes ; une Constitution qui protégerait les droits fondamentaux des individus et des groupes de tout abus ou oppression et qui assurerait une représentation équitable de toutes les composantes de la société ;

2) un État démocratique pluraliste respectant le principe de l'alternance, conformément à ce qui a été produit de meilleur dans la pensée de l'homme moderne, un État disposant d'un régime républicain parlementaire, où le peuple choisirait qui le représente et qui le gouverne à travers les urnes, dans le cadre d'élections libres, justes et transparentes ;

3) un État de la citoyenneté et de l'égalité, où tous les citoyens seraient égaux, quelle que soit leur race, leur religion, leur communauté

a Nous reproduisons ici la traduction des principaux extraits de ce texte publié notamment (le 27 mars 2012) par le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* sous le titre « Les Frères musulmans syriens dévoilent leur vision de l'après-Bachar : un État civil fondé sur les droits de l'homme », avec la présentation suivante : « Les Frères musulmans syriens ont rendu publique dimanche une charte pour exprimer leur détermination à édifier un État civil en Syrie qui respecterait les droits de l'homme et assurerait la participation de tous, dans un geste visant manifestement à détruire une fois pour toutes l'épouvantail islamiste brandi par le régime syrien, surtout face aux différentes communautés chrétiennes, pour se maintenir au pouvoir. La charte, dont le chef des Frères musulmans syriens, Ali Sadreddine Bayanouni, a donné lecture dans le cadre d'une conférence de presse à Istanbul, proclame les principes pour lesquels les Frères s'engagent à œuvrer en Syrie après la chute du régime de Bachar al-Assad. »

ou leur orientation, fondé sur le principe de la citoyenneté comme source de droits et de devoirs, où tout citoyen aurait le droit d'accéder aux plus hauts postes sur la base des deux règles de l'élection et de la compétence, où les hommes et les femmes seraient égaux sur le plan de la dignité humaine et sociale, et où les femmes disposeraient de leurs droits complets ;

4) un État qui respecterait les droits de l'homme – tels que proclamés et reconnus par les religions révélées et les conventions internationales –, la dignité et l'égalité, la liberté de pensée et d'expression, la liberté de croyance et de culte, la liberté de la presse, la participation politique, l'égalité des chances, la justice sociale et l'octroi des besoins fondamentaux à une vie digne. Aucun citoyen ne serait inquiété pour ses croyances ou son culte, ni sur le plan public ni sur le plan privé. Un État rejetant la ségrégation et interdisant et pénalisant la torture ;

5) un État fondé sur le dialogue et la participation, non sur la logique de la vengeance, de l'exclusion et de la domination, où tous les citoyens participeraient sur le même pied d'égalité à son édification et sa protection, au partage de ses biens et de ses richesses, et s'engageraient à respecter les droits de toutes les composantes ethniques, religieuses et communautaires, et les spécificités de ces composantes, dans toutes leurs dimensions civilisationnelle, culturelle, sociale, ainsi que le droit d'exprimer cette spécificité – cette diversité étant considérée comme une source de richesse et une extension de la longue histoire de coexistence, dans un contexte d'acceptation de l'autre au plan humain ;

6) un État où le peuple est son propre souverain, maître de sa décision, où il choisit lui-même sa voie et décide de son avenir sans tuteur ou tyran, sans parti unique ou groupe hégémonique ;

7) un État qui respecte les institutions, fondé sur la séparation des pouvoirs [...] et où les

responsables seraient au service du peuple et dont les prérogatives et les moyens de reddition de comptes seraient mentionnés dans la Constitution. Les forces armées et les services de sécurité seraient au service de la nation et du peuple, pas du pouvoir et du régime, et ne s'ingéreraient pas dans la concurrence politique entre les partis et les forces nationales ;

8) un État qui rejetterait le terrorisme et le combattrait et respecterait les chartes, accords, conventions et traités internationaux et qui serait facteur de sécurité et de stabilité dans son environnement régional et international, qui établirait les meilleures relations avec ses frères, à commencer par le Liban voisin, dont le peuple a souffert, comme le peuple syrien, des malheurs occasionnés par le régime de la corruption et de la tyrannie, et qui œuvrerait pour réaliser les intérêts stratégiques de son peuple, pour recouvrer ses territoires occupés partout les moyens légitimes, et qui soutiendrait les droits légitimes du peuple palestinien frère ;

9) un État de justice et de souveraineté de la loi, où la haine n'aurait pas de place, ni la vengeance. Même ceux qui ont les mains souillées du sang du peuple, quelle que soit la partie à laquelle ils appartiennent, auront droit à un procès équitable devant une justice intègre, libre et indépendante ;

10) un État de coopération, de fraternité et d'amour entre les fils de la grande famille syrienne, dans le cadre d'une réconciliation nationale globale, qui ferait tomber tous les faux prétextes adoptés par le régime de la corruption et du despotisme pour intimider les citoyens et les dresser les uns contre les autres afin de prolonger son règne. [...]

Nos cœurs sont ouverts et nos mains tendues vers tous nos frères et nos partenaires dans notre pays bien-aimé, pour qu'il puisse prendre la place qu'il mérite parmi les sociétés humaines civilisées.

de ce fait de toutes les garanties inhérentes à ce statut). En rejoignant la résistance armée en 2011, ces salafistes quiétistes se sont ainsi inscrits dans la logique minimale, partagée avec d'autres familles politiques islamistes, voire d'autres confessions : celle d'un affrontement circonstanciel avec le régime syrien.

Les djihadistes – qualifiés par le régime syrien de *takfiris* (mais également de « mercenaires sionistes ») – sont majoritairement syriens. C'est toutefois dans cette catégorie que figurent le plus grand nombre de combattants étrangers, arabes mais pas seulement, attirés par l'arène syrienne. La plus importante des brigades étrangères est celle des *muhajiroun*, devenue par la suite Jaych al-Muhajirin wa-l-Ansar (JMA). Leur engagement ne se limite pas au conflit syrien : à leurs yeux, cette guerre ne représente qu'un épisode dans une trajectoire militante plus étendue. Sans être en position de monopole, le groupe Jabhat al-Nosra <sup>2</sup>, dont l'importance politique et militaire, mais plus encore médiatique, n'a cessé de croître tout au long de l'année 2012, a été, jusqu'à sa division en 2013, le principal représentant de ce courant.

La montée en visibilité des groupes djihadistes syriens ou étrangers a été concomitante de l'approfondissement du fossé entre les arguties de l'opposition en exil et la violence de la stratégie mortifère mise en œuvre par le régime. Tout en s'employant à faire porter à ses

opposants la

2 Jabhat al-Nosra li-ahl al-Sham min mujahidi al-Sham fi sahat al-Jihad (Front du secours des moudjahiddines du Cham aux Syriens dans l'arène du djihad), partiellement devenu à partir du 9 avril 2013 l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). « Cham » est l'appellation de la Syrie antique.

responsabilité de la radicalisation, celui-ci a entrepris de punir, de façon indiscriminée, sous les obus et les bombes, les populations résidant dans chaque parcelle « libérée » du pays. Elle a sans doute été également le fruit d'une stratégie délibérée de certains d'entre eux, partis au combat sur un registre simplement « islamo-nationaliste » et qui ont été amenés, pour des raisons idéologiques ou seulement tactiques, à se ranger sous la bannière de groupes plus radicaux.

### ***La militarisation explicite le fait majoritaire sunnite***

De toute évidence, la militarisation de la révolte a accentué le déséquilibre de la distribution confessionnelle dans les rangs de la contestation initiale. Celui-ci a consacré, au sein de l'ASL et des combattants en général – et, à un moindre degré, dans le dispositif de l'aide humanitaire, une prédominance sunnite indiscutable. Lorsque, en novembre 2011, quelques semaines après sa création par des officiers de l'armée gouvernementale ayant fait défection (voir encadré ci-après), l'Armée syrienne libre a rendu publique la composition d'un Conseil militaire provisoire, il est apparu que l'intégralité de ses membres était de confession sunnite.

L'opposition a tenté de minimiser cette réalité qui contredisait ses efforts patients pour établir une représentation paritaire de toutes les communautés. L'une des raisons de ce déséquilibre se trouve sans doute dans le fait que la discrimination sectaire a frappé plus directement la communauté sunnite dans toutes ses composantes, comme nous l'a expliqué un opposant : « Il n'est pas faux de dire que la révolte a pris de l'ampleur dans les quartiers défavorisés. Bien sûr, tous les défavorisés n'étaient pas sunnites. Il y en avait parmi les alaouites ou parmi les chrétiens. Mais on peut dire que, défavorisés, les sunnites l'étaient doublement ! Alors que pour lutter contre leur précarité économique, les alaouites et les chrétiens avaient plus de chances d'avoir un accès quelconque à des passe-droits vers l'appareil d'État ou des emplois, pour un sunnite c'était beaucoup plus difficile <sup>3</sup>. » La nécessité spécifique qui s'imposait aux sunnites face à une répression très sélective est fréquemment soulignée : « Crois-moi, à Lattaquié, si tu étais sunnite, tu n'avais pas vraiment le choix : il te fallait prendre les armes <sup>4</sup>. » Cette identification intuitive des sunnites à la rébellion armée, dans le prolongement de leur engagement massif tout au long de la séquence pacifique, a même

. 3 Entretien avec François Burgat, Beyrouth, janvier 2013.

. 4 Entretien téléphonique de François Burgat, février 2013.

a En septembre 2012, près d'un an plus tard, le même lieu sera pris pour cible par le mouvement *Tajammou*<sup>4</sup> *ansar al-islam*, qui y fera exploser deux voitures piégées.

pu nourrir, chez certains combattants, des expressions de surprise devant le soutien des autres communautés : « Lorsque j'ai fait défection, nous a raconté un acteur, j'ai tout de suite pris contact avec les gens de l'Armée libre. En apprenant que je venais d'une ville identifiée à la communauté ismaélienne, ils m'ont dit avec une sorte d'étonnement : "Mais tu n'es pas sunnite... alors pourquoi tu désertes ?" <sup>5</sup>. »

L'affirmation sunnite peut donc être d'abord considérée comme le résultat banal d'une prise de distance réactive avec une longue séquence de défiance et de répression « préventive » exercée par le régime à l'égard de toute expression jugée ostentatoire de la religiosité sunnite. Si les barbes ont fleuri dans chaque quartier libéré de la tutelle baassiste, c'est que pendant quatre décennies, tout particulièrement à partir des années 1980, l'expression de cette dimension des identités individuelles et collectives avait été systématiquement criminalisée. Longtemps avant la crise, dans les rues surchauffées de Damas, on pouvait ainsi entendre des chauffeurs de taxis (pourtant parfaitement imberbes) exorciser à coups de sourates coraniques tournant en boucle leur rancœur sociale et les humiliations régulières de motards tatillons et arrogants. Dans l'affirmation de la religiosité sunnite, se manifeste ainsi une dimension banalement

5 Entretien téléphonique avec François Burgat, Beyrouth, janvier 2013.

réactive de réconciliation d'une large composante de la majorité démographique avec une expression longtemps interdite de son identité.

À cet égard, la comparaison avec l'apparition fulgurante des salafistes en Tunisie, au lendemain de la chute de Ben Ali, est très éclairante. À la différence de la Jordanie, de l'Égypte et même de la Libye, où le port de la barbe et du *niqab* étaient tolérés et où les salafistes quiétistes locaux, ainsi qu'une partie de leurs référents à l'étranger, avaient pris parti pour le régime <sup>6</sup>, la Syrie était en effet, avec la Tunisie, le seul pays arabe où les autorités n'avaient tenté avec eux aucune transaction politique. Partout ailleurs, en Égypte d'abord mais également au Maroc, en Algérie, au Yémen, dans le Golfe ou en Jordanie, l'« apolitisme » déclaré des quiétistes avait fait d'eux des alliés objectifs et souvent même de véritables partenaires des régimes qui avaient compris l'intérêt qu'ils avaient à leur accorder une certaine visibilité dans l'espace public. Cette formule leur permettait à la fois de contrer les courants « fréristes », leurs adversaires les plus dangereux dans le champ électoral et, plus encore, de limiter les vocations djihadistes. Tout comme la Syrie, la Tunisie avait négligé de recourir au prestige des cheikhs salafistes quiétistes, formés en Arabie et mieux préparés que les imams nommés par le pouvoir benaliste à la controverse théologique <sup>7</sup>.

La surreprésentation sunnite doit être enfin nécessairement corrélée à la stratégie de

traitement différencié des protestataires (gaz lacrymo- gènes pour les quartiers druzes, balles pour les quartiers à dominante sun- nite) adoptée par le régime bien avant la phase de militarisation, pour mobiliser les minorités – alaouite bien sûr, mais également chrétienne, druze, ismaélienne et duodécimaine.

Sans surprise, cette « sunnisation » des rangs de l'ASL est donc claire- ment apparue dans la cartographie des premiers affrontements, où les zones à majorité sunnite prédominaient ; elle a été confirmée par les premiers recensements des victimes. De mars 2011 à août 2012, le Center for Documenting Violations in Syria (CDVS) [Lund, 2012a, p. 8] a ainsi dénombré 1 832 décès dans le gouvernorat de Deraa, peuplé de 850 000 habitants à majorité sunnite, et seulement dix-sept dans le

. 6 C'est notamment le cas du cheikh jordanien Ali al-Halabi, qui condamna en février 2011 sur une chaîne de télévision libyenne les leaders religieux soutenant l'opposition [Caillet, 2011, p. 322].

. 7 Abou Iyad, le principal leader d'Ansar al-Chari'a en Tunisie, a lui aussi, lors d'une dénon- ciation de djihadistes marocains repentis, ironisé sur l'incapacité du régime tunisien à recourir au savoir-faire de ces « cheikhs des pétrodollars » pour influencer les jeunes djiha- distes incarcérés (voir Youtube.com, <<http://m1p.fr/ypC>>, 27 décembre 2011, consulté le 28 février 2013).

. gouvernorat voisin (Suweida), dont la population de 300 000 habitants est majoritairement druze. Pour le CDVS, les 5 798 victimes recensées au cours de la même période dans le gouvernorat de Homs – à la suite de la répression gouvernementale des manifestations comme des heurts avec les quartiers alaouites – contrastent éloquentement avec la situation voisine à Tartous, un gouvernorat à majorité alaouite où, sur 700 000 habitants, on ne dénombre que 38 victimes.

### ***Des Frères aux « djihadistes », de l'islamo-nationalisme au «confessionnalisme» sectaire***

Les témoignages directs et les multiples vidéos postées sur YouTube ont très vite tendu à accréditer la représentation de groupes combattants très majoritairement composés de sunnites et adoptant quasiment tous des dénominations à connotation religieuse. La référence « islamique » était le plus généralement explicite, comme pour les bri- gades Ansar ou al-Farouq (surnom d'Omar Ibn al-Khattab, le deuxième calife, peu apprécié des chiites) à Homs, pour le Mouvement de l'aube islamique à Alep et encore pour le Rassemblement des partisans de l'islam à Damas. Elle peut être plus implicite, comme dans le cas de Liwa' (brigade/ étendard) al-Tawhid, qui joue avec la notion d'unité/unicité sur la double symbolique de l'unification tactique et de l'unicité divine (*tawhid al-kata'ib tahta liwa al-tawhid*, soit « Unifier les brigades sous l'étendard du monothéisme »). D'autres appellations moins explicites ne désignent pas nécessairement des groupes moins religieux : Liwa al-Haqq à Homs, Kata'ib al-Ahrar à Idlib (devenus ensuite plus explicitement Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya, Mouvement des libres du pays



islamique de Cham) ou Liwa Souqour al-Cham (les Faucons de Cham) dans la même région sont même plus proches du registre salafi. Pour autant, cette dimension ostentatoire de l'appartenance sunnite ne constitue pas le signe d'une radicalisation sectaire de l'ensemble des groupes armés engagés dans la révolte.

Sur les champs de bataille, la « montée en religiosité » des activistes a été attribuée également, sans doute à juste titre, à la dangerosité inhérente à l'action clandestine et armée. « Il est vrai que les gens se sont rapprochés de la religion », note un activiste de la banlieue de Barzé (Damas) [cité par Rosen, 2012a]. « Ils ont vu la mort de près. L'idée de pouvoir à tout moment être martyr a fait que ceux qui buvaient ou sortaient la nuit ont changé de comportement. » Il n'est pas impossible enfin que le regard médiatique, arabe aussi bien qu'occidental, ait, volontairement ou non, nourri la visibilité (et peut-être de ce fait la capacité de mobilisation) des activistes les plus religieux.

« Quelques chaînes satellitaires arabes ont sans doute contribué à la visibilité des islamistes en les interviewant de façon privilégiée et en se concentrant sur eux au détriment des personnalités de l'opposition ou des intellectuels plus laïques. À Deraa, des activistes se sont plaints que ces chaînes satellitaires marginalisaient les personnalités de gauche » [Rosen, 2012a]. La montée en religiosité des *katibas* a également été pour une part liée à leur souhait d'attirer la générosité des donateurs, dont il est très vite apparu, moment clé de la crise syrienne, qu'ils étaient plus nombreux dans les rangs des citoyens du Golfe ou de l'Arabie pieuse et sunnite que dans ceux de l'Europe ou des États-Unis, aussi inactifs sur le terrain qu'intransigeants vis-à-vis de la laïcité de leurs interlocuteurs syriens. Sans doute les « amis » occidentaux « de la Syrie » n'ont-ils pas alors saisi l'importance de ce vide stratégique concédé à leurs « partenaires » du Golfe, pas plus que le rôle déterminant qu'ils ont joué dans l'accélération de cette « islamisation » de l'opposition dont ils allaient prendre ensuite prétexte pour s'en détourner.

Pour ces raisons, il convient de traiter les « bulletins de naissance » des groupes armés et leur communication avec la plus grande circonspection. Outre les communiqués de « cybergroupes » régulièrement fabriqués par les services du régime, ou de vraies milices gouvernementales infiltrées dans les rangs très perméables de l'ASL, certains d'entre eux ont pu faire office de simple base de mobilisation de financements extérieurs. Ils ont donc pu être, notamment chez les officiers déserteurs – dont le lexique trahit parfois la fragilité de l'ancrage religieux –, simplement adaptés aux exigences qu'ils pressentaient de la part de leurs donateurs potentiels [Abdul Ahad, 2013]. Certains interlocuteurs de brigades réputées « islamistes » ont en ce sens exprimé l'idée que la religiosité de quelques-uns des commandants n'était pas toujours à la mesure de la longueur des barbes qu'ils avaient choisi d'afficher, comme nous l'a notamment rapporté une opposante de la gauche syrienne en février 2013 : « Nous sommes allés voir les gens de l'Armée libre dans la banlieue de Damas, notamment ceux de Ahrar al-Cham. Nous étions deux femmes. Nous avons refusé de nous couvrir la tête comme ils nous le demandaient. La discussion a porté sur leurs demandes qui étaient essentiellement d'ordre financier. Leur chef, comme tous les autres, était barbu. Toutefois, tout dans son comportement – y compris d'ailleurs

le fait qu'il m'ait très naturellement serré la main – m'a convaincue que son apparence "islamiste" était de circonstance et qu'il n'appartenait pas vraiment par conviction à cet univers <sup>8</sup>. » En 2012, la transformation subite d'Abd al-Razzaq Tlass, neveu du ministre syrien de la Défense et cousin du général Manaf Tlass, à Homs, en commandant militaire barbu, pourrait relever de ce type d'opportunisme, ou seulement de réalisme.

Les lignes de partage initiales entre les groupes engagés dans l'action armée suivent des itinéraires variables. Avant que ne s'opèrent des regroupements sous la forme de fusions ou seulement de fédérations, particulièrement fréquents et répondant à des exigences tactiques, idéologiques ou matérielles multiples – y compris, parfois, la demande des donateurs étrangers –, les *katibas* naissent logiquement dans le cadre territorial d'une ville, voire d'un quartier (voir encadré p. 90). Ce cadre fondateur, qui a parfois permis de dépasser les limites confessionnelles, a donné aux brigades une partie de leurs caractéristiques. Il explique également que « l'opposition ne se divise qu'à la marge sur des lignes idéologiques. La répartition des hommes entre bataillons se fait sur la base de liens locaux, voire familiaux, et de relations de patronage créées par les contacts personnels avec l'étranger <sup>9</sup> ». La volonté de certains combattants de ne pas tomber sous la tutelle – ou même seulement de s'associer avec – des officiers dont ils considèrent qu'ils ont déserté trop récemment les rangs de l'armée pour avoir gagné leur crédibilité a fait sans doute également partie des variables de diversification. Au-delà de ces enjeux locaux, d'autres facteurs interviennent qui participent à des dynamiques de « délocalisation » et de coordination avec le *leadership* politique étranger, qui s'est opéré à mesure que les circulations nationales et les efforts de coordination, plus ou moins fructueux, se sont intensifiés.

Des tensions mais également des synergies tactiques ont été attestées pendant toute l'année 2012 et le début de 2013 entre les brigades de l'ASL et les groupes les plus radicaux, tel Jabhat al-Nosra (devenu ensuite État islamique en Irak et au Levant, EIIL), qui ont pu déléguer des volontaires pour des actions suicidaires à des brigades où ce type de sacrifice ultime ne se pratique pas. Ainsi, une recrue marocaine de Jabhat al-Nosra du nom d'Abû Ayman al-Gharbi <sup>10</sup> se serait sacrifiée à Qusayr, dans la région de Homs, début 2013, pour briser ponctuellement l'encerclement de l'armée libre.

. 8 Entretien de François Burgat, Beyrouth, février 2013.

. 9 Entretien de François Burgat avec Patrick Haenni, Beyrouth, février 2013.

. 10 Abou Ayman al-Gharbi à 2 min 27 sur Youtube.com, <<http://m1p.fr/yq2>>, consulté le 2 avril 2013.

. À la règle de la prédominance sunnite, il existe bien sûr des exceptions, dont la portée, surtout symbolique, n'en est pas moins importante. La présence de membres des minorités, y compris alaouite, a été régulièrement mise en avant au sein de *katibas* sunnites. Comme celle, en septembre 2012, d'un sergent alaouite <sup>11</sup> ; ou encore d'une femme officier, elle aussi alaouite, la colonel Zubayda al-Mayqi, qui a

rejoint l'Armée libre en octobre 2012 <sup>12</sup>. Un groupe au moins, le Bataillon des partisans de Dieu (Ansar Allah) <sup>13</sup>, s'est prévalu explicitement du christianisme de ses membres ; il aurait été fondé en septembre 2012, mais l'absence dans son « bulletin de naissance » de toute référence géographique précise permettant de le localiser nourrit toutefois le doute sur la réalité de son existence.

### ***Les marqueurs incertains de la radicalisation idéologique***

En dehors de ce terrain jalonné par les repères du courant frériste, peuvent être ensuite catégorisées les brigades d'inspiration clairement salafiste. On a dit l'importance de distinguer les tendances quiétistes, où l'expression de la religiosité peut être littéraliste sans être pour autant offensive et guerrière. Il faut prendre également en considération la différence entre les postures quiétistes sectaires et les postures « inclusives », c'est-à-dire n'impliquant aucune stigmatisation ou exclusion confessionnelle des autres acteurs de la scène combattante, musulmane ou autre. Cette scène inclusive comprend d'autres composantes du courant islamiste, distinctes des Frères et non violentes (tels que le Hizb al-Tahrir et peut-être des *tablighis*, dont la présence, par exemple en la personne d'Abdelkader Salih, le chef militaire du Liwa al-Tawhid, a été partiellement documentée).

Ces combattants n'ont pas pris les armes pour des objectifs seulement inhérents à leur appartenance religieuse : ils n'ont franchi le pas que dans le contexte très ponctuel, dans le temps comme dans l'espace, de la révolte contre le régime baassiste, comme l'on fait, dans une moindre proportion, des combattants musulmans non salafistes, des sunnites non islamistes ou des membres d'autres communautés religieuses. À l'été 2013, cette catégorie de combattants, dont la plupart ne reconnaissaient pas la Coalition

. 11 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yq3>>, 24 novembre 2012.

. 12 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yq4>>, 10 octobre 2012.

. 13 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yq5>>, 20 septembre 2012.

nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes (CNFROS, *al-i'tilaf al-watani* <sup>14</sup>) et recevaient néanmoins des aides étrangères, notamment saoudiennes, tout particulièrement sur le front sud, semblaient pouvoir rivaliser avec les plus importantes formations djiha- distes et représenter sans doute la moitié des forces combattantes. Il s'agis- sait par exemple de Liwa al-Haqq à Homs, des Kata'ib al-Ahrar à Idlib ou encore, dans la même région, de Liwa Souqour al-Cham <sup>15</sup> (intégrée toutefois à la coalition jusqu'en septembre 2013) .

Sous leur seconde appellation, Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya (HASI), ces « libres » d'Idlib sont à l'origine de la création, le 21 décembre 2012, d'un important regroupement de brigades parfois réputé faire contrepoids à Jabhat al-Nosra, le « Front islamique syrien » (FIS), dirigé par Hassan 'Abboud. Bien que les opérations de HASI soient diffusées sur les forums djihadistes et que certaines de leurs tactiques de combat, notam-

l'utilisation de véhicules téléguidés, rappellent celles des djihadistes en Irak, rien ne permet de les assimiler explicitement à ce courant<sup>16</sup>. Plusieurs déclarations du porte-parole du FIS, Abou Abderrahmane al-Souri, les différencient de la posture sectaire : « Le peuple syrien n'est pas commu- nautariste (*ta'ifi*), [...] il préservera les droits de toutes les communautés [et] les soldats qui n'ont pas encore fait défection sont néanmoins leurs frères » – ce qui rompt explicitement avec le registre radical du courant djihadiste et pourrait rendre à terme cohérente leur intégration à la coalition.

Au-delà du territoire « salafiste inclusif », commence celui des groupes pratiquant, à des degrés divers, le confessionnalisme « sectaire » (*ta'ifi*). En stigmatisant les membres des appartenances autres que la leur, ils les excluent des solutions politiques indispensables à la sortie de la

- . 14 La CNFROS a été créée en novembre 2012 à Doha (Qatar), en vue d'unifier les différents courants des oppositions syriennes. Son noyau dur était le Conseil national syrien (CNS, *al-majlis al-watani al-souri*), né en octobre 2011, dont les Frères musulmans étaient la prin- cipale composante, mais réunissant également des forces libérales et de gauche, à l'instar du Parti du peuple démocratique syrien de l'ancien opposant communiste Ryad al-Turk (le CNS est présidé par Georges Sabra depuis novembre 2012).
- . 15 Voir leur organigramme : Shamfalcons.net, <<http://mlp.fr/yqq>>, consulté le 2 mars 2013. Le responsable du site de cette *katiba* reconnue par l'Armée libre, Abdelrahmane 'Ayyachi, citoyen français, est néanmoins proche des milieux djihadistes. Auteur vraisemblable de l'« appel adressé au peuple français » le 17 juin 2012, dans lequel il s'est présenté comme l'« ambassadeur des Faucons du Cham » (Youtube.com, <<http://mlp.fr/yqr>>, 17 juillet 2012, consulté le 2 avril 2013), 'Ayyachi a été tué le 19 juin 2013, près de la ville d'Idlib.
- . 16 Le soutien affiché sur le terrain du cheikh Abou Bassir al-Tartoussi à deux des brigades du Front islamique syrien (le Mouvement de l'aube islamique à Alep et les Ansar al-Sham à Lattaquié) coïncide avec son évolution vers une ligne plus inclusive allant peu à peu jusqu'à reconnaître la légitimité des processus électoraux, comme l'atteste son soutien à la candidature de Hâzim Abû Ismâ'il lors des élections présidentielles égyptiennes.

crise. Les avancées de la radicalisation ont parfois été associées à la flo- raison de ces bannières islamiques noires, où (selon une disposition géné- ralement proche de celle du drapeau national saoudien, au sabre près) la *chahada* (profession de foi de l'islam) se découpe en lettres blanches. Cette bannière – souvent décrite, à tort, comme le signe d'un ralliement à Al- Qaida – a une double signification. Elle manifeste d'abord le refus du découpage de l'*oumma* musulmane en entités nationales. Elle renvoie aussi, de façon plus circonstancielle et même si cette frontière n'est pas absolue, à une volonté de se démarquer du courant des Frères musulmans et, dans le contexte syrien, de s'affranchir, en théorie au moins, de l'Armée syrienne libre.

Son histoire et sa signification sont néanmoins plus complexes. La tradition musulmane lui attribue une valeur eschatologique. Elle aurait été celle des armées que commanda le Prophète de l'islam. Elle s'est ensuite répandue durant les années 1990 dans certaines sphères islamistes – notamment le Hizb al-Tahrir – autres que les Frères musulmans. Des champs de la guérilla tchéchène contre Moscou, puis irakienne contre l'invasion américaine de 2003, cet emblème est effectivement devenu celui d'Al-Qaida, mais également d'autres formations djihadistes. En 2007, l'État islamique en Irak (organisation anciennement affiliée à Al-Qaida [Caillet, 2013]) y a ajouté, peu de temps après sa

proclamation en octobre 2006, l'adoption du style coufique et un cercle représentant le sceau supposé- ment utilisé par le Prophète Muhammad dans ses correspondances.

Dans l'atmosphère de libération de la parole du printemps arabe, ces bannières longtemps interdites ont toutefois été employées sur un registre beaucoup plus large : en Syrie comme en Tunisie, au Maroc, en Égypte et dans les pays du Golfe, on les a vues brandies aussi bien par des manifestants proches des courants islamistes modérés que par les supporters d'équipes de football désireux de cultiver une image rebelle de leurs clubs, ou encore par des jeunes filles non voilées exprimant leur soutien à telle ou telle cause perçue comme « musulmane ».

### ***La part de la manipulation***

L'exercice de cartographie de l'opposition est complexifié par le fait qu'une variable se révèle plus malaisée que les autres à quantifier. La radicalisation est à la fois la manifestation d'un choix idéologique délibéré, dont les motivations peuvent être multiples – amertume de la désillusion et du désespoir, discrédit des idéologies concurrentes... Mais elle est également le produit du cynisme du camp du pouvoir dont elle sert depuis toujours la stratégie de communication. Avant que l'« arroseur » assadiste ne se retrouve confronté à des groupes radicaux, absents de toute la phase de contestation pacifique, il est établi que le développement de ces noyaux très médiatisés avait manifestement été encouragé et facilité par ses officines. Le langage extrêmement provocateur de certains d'entre eux lors de leurs déclarations fondatrices ne stigmatisait en effet pas seulement le régime ou la communauté alaouite. Il incluait également une bonne partie de l'opposition interne et, plus largement encore, la totalité de ses soutiens extérieurs.

Les indices d'une telle collusion ont été rassemblés par un large éventail d'observateurs (voir *supra*, chapitre 2). Mais ils sont également venus de deux acteurs particulièrement informés, le premier d'entre eux étant considéré comme membre de cette mouvance djihadiste : les cheikhs Abou Bassir al-Tartoussi et Adnan al-'Ar'our <sup>17</sup> ont ainsi joint leur avis à celui de nombreux analystes, dont les auteurs de ce chapitre [Burgat et Caillet, 2012], pour dire leur conviction que, selon une technique très largement utilisée par les militaires algériens au lendemain de leur coup d'État en 1992, puis par le régime al-Assad à la fin des années 1990, ce dernier avait réussi à infiltrer les rangs de son opposition armée et s'employait, en radicalisant les pratiques, à la discréditer auprès de la population. Après Hama et bien avant l'apparition opportune de Jabhat al-Nosra, dans le contexte de son retrait forcé du Liban en 2005, les services syriens ont envoyé plusieurs dizaines de « djihadistes », sortis de ses prisons, fomenter des troubles contre le gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora, en s'en prenant notamment à la Finul <sup>18</sup>.

Un épisode identique a été documenté par Bernard Rougier [Rougier, 2011, p. 154-160] : en 2005, les réseaux syriens mobilisés par le salafiste Abou al-Qa'qa' au profit de la résistance irakienne ont reçu un appui décisif des services syriens. Lorsque, au cours

d'une tentative de rapprochement avec les États-Unis, le régime a eu besoin de leur donner des gages, il a participé sans trop d'états d'âme à l'élimination d'une partie d'entre eux en transmettant leurs positions aux Américains. Abou

. 17 Voir plus loin et *infra*, chapitre 5.

. 18 Selon Bilal Daqmaq, un leader salafî tripolitaïn, le responsable de Fath al-Islâm, l'émir Chaker al-Absi, aurait reconnu avoir été missionné par Damas pour commettre des attentats contre le gouvernement Siniïra et la Finul. Chaker al-Absi aurait accepté de faire le jeu des services syriens jusqu'à ce qu'il se sente assez fort pour échapper à leur emprise, ce qu'il fit ensuite en expulsant notamment les agents syriens de Fath al-Intifada du camp de Nahr al-Bared (voir Youtube.com, <<http://m1p.fr/yqu>>, 16 novembre 2008, consulté le 3 avril 2013).

. al-Qa'qa', considéré comme traître par les djihadistes et/ou gênant par le régime syrien, a été éliminé en septembre 2007 à Alep.

Les membres des groupes « ultras », systématiquement masqués, ne sont pas identifiables. Malgré ce que l'on sait de la reconstitution perpétuelle des formations combattantes, le doute est nourri également par le caractère très fugitif de l'activité de certains d'entre eux. Cette promotion, le temps d'une seule vidéo, de cyberbrigades épouvantails, incite à penser qu'un certain nombre au moins d'entre elles pourraient faire partie de la puissante panoplie des outils de désinformation du régime.

### ***Un agenda « islamique » sectaire débordant la temporalité et la territorialité de la révolte***

Hors de cette zone d'incertitude, les marqueurs djihadistes sont à la fois politiques, tactiques et idéologiques. Ils résident d'abord dans le fait que ceux que l'on désigne comme tels font partie des formations qui n'ont pas reconnu le Conseil national syrien (CNS) ou la coalition (CNFROS) qui en a pris la suite et refusent de ce fait – en dehors de quelques collaborations tactiques ponctuelles – le leadership de l'Armée libre. C'est le cas, à la différence du Front islamique de libération de la Syrie (FILS <sup>19</sup>), composé en partie de salafis mais dirigé par des Frères et intégré à la coalition), des brigades déjà mentionnées du HASI et du FIS (dont les deux appellations se superposent presque entièrement en 2013), malgré la modération relative de leur posture idéologique. C'est le cas ensuite et surtout du Jabhat al-Nosra puis de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL, créé le 9 avril 2013). Il faut y ajouter pour être complet le groupe Jound al-Cham fi Bilad al-Cham, proche de l'EIL sans y être officiellement rattaché. Il opère sous commandement libanais dans la région de Homs et regroupe, aux côtés de Syriens, de nombreux Libanais anciens membres de Fath al-Islam. Depuis la mi-août 2013, un Harakat Cham al-Islam (HSI, Mouvement de l'islam au Levant), composé majoritairement de Marocains, combat à Alep après l'avoir fait dans la région alaouite <sup>20</sup>.

Tous ces djihadistes combattent à bien des égards sinon « par profession » (comme voudrait le faire accroire le régime qui dénonce les « mercenaires » libyens ou tchétchènes « payés par le Qatar »), du moins par vocation et non par simple nécessité,

comme l'immense majorité des autres combattants.

. 19 Site du FILS : <<http://syrialiberationfront.com>>.

. 20 Voir Sharq al-Awsat : <<http://m1p.fr/yrNQ>>.

Plus globalement, ni la territorialité ni la temporalité de leur mobilisation ne se limitent à la crise syrienne. Leur agenda est celui de la construction d'un État religieux transnational. Exposé par sa branche médiatique dont l'appellation même, *al-Manara al-Bayda* (le minaret « blanc » – de Jésus – dans la mosquée des Omeyyades de Damas <sup>21</sup>), est imprégnée de l'eschatologie islamique, le projet de Jabhat al-Nosra (puis de l'EIL) est la construction d'un État à référent religieux qui se démarque expressément des références et des objectifs de la lutte nationale unitaire de l'Armée syrienne libre, c'est-à-dire, de la gauche aux Frères musulmans, de toutes les composantes de l'opposition en exil. Cet agenda « isla- mique » est à tout le moins régional (comme l'est, il est vrai, sur une base ethnique cette fois, celui des Kurdes), voire mondial, et donc porteur de la mise en danger des composantes autres que sunnites de la société syrienne.

L'identité de ces groupes est enfin marquée par une double spécificité. La première est la présence de combattants étrangers <sup>22</sup>. Ils ont manifesté une propension particulière à rejoindre la mouvance ayant opéré une rupture explicite avec les références politiques occidentales. Arché- type de ces formations djihadistes importées, les brigades des *muhajirin* sont composées de combattants arabes (Maghreb, Égypte, pays du Golfe, Jordanie), mais également caucasiens (de Tchétchénie et du Daghestan) et de toute l'Asie centrale, du Tadjikistan, d'Ouzbékistan et du Kazakhstan <sup>23</sup>, d'Extrême-Orient (Indonésie, Malaisie et Chine) ainsi que d'Europe, dont la France <sup>24</sup>. Seconde spécificité : ils pratiquent les attentats suicides,

. 21 Selon plusieurs *hadiths* prophétiques, la Syrie aurait vocation à être le « champ de la bataille finale » contre les « armées de l'Antéchrist » (al-Masih al-Dajjal) au lendemain du retour sur terre de Jésus, sur un « minaret blanc » situé à l'est de la ville de Damas : « Sur ces entrefaites, Dieu enverra le Messie, fils de Marie. Il descendra près du minaret blanc à l'Est de Damas, vêtu de deux vêtements teints au safran, les mains posées sur les ailes de deux anges » [Al-Hajjaj, 2012, p. 284].

. 22 Sur la question des combattants non arabes, voir par exemple la relation de l'arrivée d'un groupe tchétchène en Syrie : Youtube.com, <<http://m1p.fr/yr5>>, consulté le 2 mars 2013.

. 23 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yr6>>, 25 février 2013, consulté le 2 mars 2013.

. 24 Apparue à la fin de l'été 2012, la brigade des *mouhajirin* s'est fait connaître en décembre 2012 en prenant la base militaire de cheikh Sulayman, appelée aussi base 111. En février 2013, Abou Omar al-Chichani, Tchétchène de nationalité géorgienne, originaire de la vallée du Pankissi, a diffusé une vidéo de sa prise de commandement de la brigade. En mars 2013, les *mouhajirin* ont été rejoints par deux groupes djihadistes intégralement syriens, la brigade Khattab et Jaych Muhammad, et a pris la dénomination de Jaych al- Mouhajirin wa-l-Ansar (JMA). En mai 2013, à la suite du ralliement de JMA à l'État isla- mique en Irak et au Levant, Abou Bakr al-Baghdadi, émir de l'EIL, a nommé Abou Omar al-Chichani *wali* des régions d'Alep, Idlib et Lattaquié. Le 6 août, JMA a joué un rôle déter- minant dans la prise de contrôle de l'aéroport militaire de Menagh, au nord d'Alep. Dans la région de Homs, a combattu une brigade djihadiste dirigée par des Libanais, le Jound al-

technique à laquelle les salafistes inclusifs ne semblent avoir recours qu'exceptionnellement, lui préférant l'usage de véhicules téléguidés.

Les djihadistes font banalement usage d'une terminologie « sectaire » : ils stigmatisent leurs adversaires non seulement à cause de leur soutien au régime, mais du seul fait de leur appartenance à une confession dont ils considèrent les enseignements comme dangereux pour l'interprétation littéraliste de l'islam qu'ils entendent faire triompher. Certains des membres de Jabhat al-Nosra semblent le faire plus radicalement que les salafistes quié- tistes et inclusifs, qui ne pratiquent pas eux-mêmes le *takfir* envers les musulmans sunnites, même non pratiquants. Au minimum, ces désignations sectaires signifient le refus de considérer les adversaires comme des membres à part entière de la communauté musulmane. Les membres des milices du régime et, par extension, tout membre de l'armée ou des services de sécurité ne sont pas seulement des *chabbihas* ou des « chiens d'Assad », mais bien, lorsqu'il s'agit de sunnites soutenant le régime, des *murtaddin*, c'est-à-dire des apostats. Leur appartenance sociologique à la communauté sunnite ne suffit plus à les protéger, comme l'ont montré à plusieurs reprises d'éprouvantes scènes d'exécution de soldats du régime qui tentaient de se prévaloir de leur appartenance à la communauté de leurs bourreaux.

S'ils sont membres d'une confession (chiite ou alaouite surtout, plus rarement chrétienne ou druze) particulièrement stigmatisée, ils sont combattus comme autant de *kuffar* (mécréants). S'il s'agit de chiites, ils sont considérés comme des *rawafid* (ceux qui refusent de reconnaître la légitimité des trois premiers califes, soit les chiites duodécimains). S'ils sont alaouites, ce ne sont pas seulement des *rawafid*, mais également des *nusayri-s*, appellation désobligeante la plus répandue <sup>25</sup>. « Si Dieu le veut, nous libérerons bientôt complètement le Cham des mécréants et du tyran (*taghout*) », déclare en août 2013 Abou Omar al-Chichani, le commandant tchéchène du Jaych al-Mouhajirin wa-l-Ansar (JMA), au lendemain de la prise de contrôle d'un aéroport militaire de la banlieue d'Alep. Et Abou Jandal al-Misri, l'un des cadres du JMA, fait part plus explicitement encore de son souhait de voir les alaouites quitter la Syrie : « Ô Bachar, je te jure devant Dieu que nous ne laisserons pas un seul Noussayri en Syrie <sup>26</sup>. »

Cham fi Bilad al-Cham, dont les membres seraient pour la plupart des anciens de Fath al-

Islam. Ils arborent le drapeau de l'EIL même s'ils n'y sont pas officiellement intégrés.

. 25 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yr6>>, 25 février 2013, consulté le 2 mars 2013.

. 26 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yr8>>, 12 août 2013.

### ***Jabhat al-Nosra et le probable scénario syro-irakien de l'arme à double tranchant***

Avant même la montée en visibilité de ces groupes, s'est développé à partir de janvier 2012 le phénomène de Jabhat al-Nosra. Il a fallu plusieurs mois pour en prendre l'exacte



mesure alors qu'il occupe, à partir de la fin 2012 (puis sous sa double identité de Front et d'EIIL), une place centrale sur la scène oppositionnelle armée, mais également politique et médiatique. Tout incitait à voir dans le communiqué du 24 janvier 2012 annonçant sa formation <sup>27</sup> une manipulation du régime. La suite allait à la fois confirmer et infirmer cette filiation apparente.

Les doutes sont d'abord venus du cœur même de la mouvance djiha- diste [Burgat et Caillet, 2012]. Abou Bassir al-Tartoussi, apparenté à cette mouvance et alors en exil à Londres, a longuement documenté son scepticisme dans un texte diffusé par ses partisans <sup>28</sup> : comme il le rappelait, dans ce domaine, la réputation du régime de Damas, depuis le début des années 1980, année où il fabriqua un faux groupe qui lui permit d'arrêter de nombreux opposants potentiels, n'était plus à faire <sup>29</sup>. La rhétorique du communiqué, condamnant la demande de soutien à la communauté internationale, lui apparaissait aussi contreproductive qu'inacceptable tant religieusement que politiquement : « Le discours de ce groupe se caractérise par un ton hostile et agressif à l'égard de la révolution syrienne en particulier, à l'égard du peuple syrien musulman en général, sous pré- texte qu'il a été contraint de solliciter l'intervention de la communauté internationale. » Un tel recours à la communauté internationale serait selon le communiqué « une perversion rare, un crime absolu [...] dont l'histoire, jusqu'à la fin des temps, ne prendra jamais en miséricorde les auteurs ». Pour al-Tartoussi, ces propos sont à la fois faux et injustes d'un double point de vue, canonique et politique. D'un point de vue

. 27 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yr9>>, 25 janvier 2012, consulté le 2 mars 2013.

. 28 Muslim.org, <<http://m1p.fr/yr9>>.

. 29 Au lendemain de la revendication de l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005 par un certain Abou Adas, al-Tartoussi avait dit sa conviction d'une manipulation des services syriens : « Selon moi, d'après ma propre expertise, mais aussi de l'avis de nombreux Frères concernés par cette affaire, je peux affirmer que le groupe Jamâ'at al-Nusra wa-l-Jihad fi Bilad al-Sham n'existe pas. Abou Adas a été kidnappé au Liban et tué en Syrie après que les services syriens l'ont obligé à enregistrer le communiqué en question. Toute l'histoire est un montage des renseignements syriens. Toute personne connaissant le fonctionnement du régime sait qu'une telle manipulation est dans ses habitudes » (voir le « communiqué » d'Abou Adas revendiquant le 14 février 2005 l'assassinat de Rafic Hariri au nom de Jama'at al-Nusra wa-l-Jihad fi Bilad al-Sham : Youtube.com, <<http://m1p.fr/yrd>>, 21 novembre 2008, consulté le 14 août 2013).

canonique, « le fait de demander l'aide d'un mécréant contre un autre mécréant qui cause une nuisance majeure, directe et insurmontable sans une telle assistance [...] est légal et digne d'être pris en compte, les juristes s'étant prononcés sur le sujet. Un *hadith* rappelle que le Prophète a dit : “Vous allez faire une trêve avec les ‘Romains’ et vous combattrez ensemble un ennemi commun” ».

Un an et demi après la création du Front, le scénario le plus crédible est que ce sont les rescapés – notamment syriens – de l'épisode irakien qui, sortis de prison ou rapatriés d'Irak, ont été une nouvelle fois encouragés à agir, sur le sol syrien cette fois. Mais ils y ont été rejoints par leurs anciens camarades de lutte qui ont apporté expérience militaire, financements et volonté de ne pas retomber dans le même piège. En ce sens, l'objectif du régime d'accélérer la militarisation et la radicalisation et, partant, le dis- crédit de son

opposition, aurait bien partiellement réussi. Cette stratégie lui aurait toutefois à nouveau en partie échappé, le groupe ne s'étant pas seulement – comme l'avait fait Fath al-Islam dans le camp de Nahr al-Bared au Liban – affranchi de la tutelle de son « parrain » étatique mais bien, avec une remarquable puissance de feu, retourné contre lui.

La part croissante de ceux dont l'itinéraire est passé par la scène irakienne, documentée par de multiples témoignages<sup>30</sup>, a pu très tôt être attestée par les techniques de combat très proches de celles de l'« État islamique d'Irak », mais également par l'usage de chants de guerre manifestement importés du terrain irakien. Le label frontiste a néanmoins servi – sans que des démentis crédibles soient apportés – à faire attribuer à l'opposition les premiers attentats aveugles dirigés indistinctement contre les populations damascène et alépine, dont il a pourtant été démontré que certains d'entre eux n'étaient pas le fait de l'opposition.

Jusqu'à l'été 2013, le revers pour le régime de la montée en puissance militaire de Jabhat al-Nosra est cependant demeuré relatif. D'une part, l'image de radicalisme intransigeant et le ralliement d'une majorité de ses combattants à une entité souvent assimilée à la branche irakienne d'Al-Qaida ont provoqué l'éclatement du Front en deux, voire trois composantes, qui se sont ensuite disputé interminablement son leadership<sup>31</sup>.

. 30 Entretien de François Burgat avec le journaliste américain Nir Rosen, Beyrouth, 21 février 2013.

. 31 L'annonce du ralliement de Jabhat al-Nosra à l'État islamique d'Irak et, ce faisant, l'officialisation du rôle fondateur des « Irakiens » dans sa création ont causé en son sein une double scission et le début de son déclin sous son appellation initiale : la majorité de ses membres, répondant à l'appel d'Abou Bakr al-Baghdadi, a rejoint les rangs de l'armée de l'État islamique d'Irak, devenue pour la circonstance Armée de l'État islamique en Irak et au Levant, qui opère depuis plus particulièrement dans la province orientale proche de

D'autre part, l'organisation a spectaculairement conforté la rhétorique criminalisante du régime à l'égard de ses opposants et a causé de ce fait un préjudice diplomatique majeur à l'opposition laïque tout entière. Alors que les djihadistes de l'EIIL parvenaient de surcroît à ériger des embryons de structures administratives et judiciaires dans les zones qu'ils contrôlaient (voir *infra*, chapitre 15), l'ASL, lâchée par ses soutiens occidentaux au prétexte de la radicalisation de ses challengers djihadistes, a échoué elle-même à en faire autant, sur une base séculière, dans les territoires sous son contrôle.

### ***D'un front l'autre : vers la « normalisation » de la présence djihadiste***

Quelles qu'aient pu être les circonstances de leur émergence et la capacité du régime à en manipuler certaines composantes, force est de constater que, depuis leur affirmation au début de l'année 2012, l'ancrage des groupes radicaux, leur communication et plus encore leur comportement sur le terrain et la relation qu'ils établissent avec la population se sont sensiblement diversifiés. Sans nécessairement en adopter toutes les références, de nombreux combattants ont manifestement adopté un « label » frontiste (puis EIIL), considéré comme particulièrement valorisant et, sans doute, plus rémunérateur.

C'est initialement à l'occasion de la bataille d'Alep, au cours de l'été 2012, que les formations djihadistes ont semblé s'imposer auprès de la population et que l'opposition en exil a été contrainte de reconnaître non seulement leur existence mais aussi l'efficacité militaire et politique dont elles faisaient preuve, y compris au détriment de l'ASL. « Les combattants de Jabhat al-Nosra sont toujours au premier rang dans la bataille. Ils combattent avec bravoure puis surtout, après la bataille, ils se retirent sans rien dérober aux populations civiles », témoigna ainsi à Bruxelles Salim Idris, général d'état-major de l'Armée libre, dans une conférence de presse au Parlement européen <sup>32</sup>. Négative lorsqu'ils ont fait leur apparition, l'image des djihadistes s'est ensuite nuancée : « La déception vis-à-vis de la passivité verbeuse de l'Occident a contribué à changer leur image :

l'Irak, d'où elle reçoit l'essentiel de ses soutiens. D'autres ont préféré demeurer sous le commandement d'Abou Muhammad al-Joulani en renouvelant toutefois – pour garder leur crédibilité djihadiste – leur allégeance à Ayman al-Zawahiri. Ceux-là opèrent en plusieurs points du territoire syrien. D'autres enfin, refusant cette allégeance, ont rejoint des brigades moins radicales, notamment celles du Front islamique syrien (voir [Moos, 2013]).

32 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yrv>>, 6 mars 2013, consulté le 12 mars 2013.

“Pourquoi refuserions-nous l'aide des frères arabes si personne d'autre ne vient nous aider ?” <sup>33</sup>. »

Leur expérience tactique (les plus âgés d'entre eux ont accumulé l'expérience de l'Afghanistan, de la Bosnie, de la Tchétchénie et de l'Irak), leur motivation, leur professionnalisme et peut-être plus encore leur intégrité sont réputés plus affirmés que ceux des recrues civiles ou même des déserteurs, le plus souvent faiblement aguerris au combat et régulièrement accusés de se livrer au pillage. Ils ont ensuite manifestement marqué des points sur un terrain où l'ASL a commis ses principales erreurs, à savoir l'occupation des villes avant de disposer des moyens de protéger la population ou même seulement de pourvoir à son alimentation <sup>34</sup>. À l'automne 2012, des habitants d'Alep, patientant pour s'approvisionner en pain, détournaient ainsi à l'avantage du Front (qu'ils y aient ou non été invités...) un slogan initialement composé à la gloire de l'Armée libre : « *Jaych al-Hourr... harami, bedna Jaych islami* » (« L'armée libre... des voleurs, nous voulons une armée... islamique ») <sup>35</sup>.

Malgré l'opacité qui entoure sa création et ses premières actions, le groupe emblématique qu'est Jabhat al-Nosra semble ainsi avoir suivi une évolution permettant d'affirmer qu'une partie au moins des combattants qui s'en réclament, sous l'une de ses deux appellations, ne répond plus depuis, *stricto sensu*, aux critères adoptés pour cerner la catégorie de « djihadiste » <sup>36</sup>. Témoignages, déclarations et communiqués convergent pour

. 33 Propos d'un opposant rapporté à François Burgat par Nir Rosen, lors d'un entretien à Beyrouth, 21 février 2013.

. 34 Voir notamment le témoignage de la journaliste britannique Ruth Sherlock, [Sherlock, 2013].

- . 35 Il existe bien sûr une version progouvernementale du même slogan : « *Bedna al-jaych al-nizami !* » (nous voulons l'armée régulière). La défiance à l'égard de l'Armée libre s'est également exprimée dans un *nachid* (chant) djihadiste stigmatisant les « *harami thawriyya, qa'adu fi Turkiyya* » (les voleurs de la révolution, qui se sont planqués en Turquie).
- . 36 Tel était par exemple la conviction de Michel Kilo, opposant syrien historique, en visite en février 2013 dans la zone « libérée » du nord du pays : « Cessez d'abuser les gens en leur faisant peur avec les extrémistes. Je suis entré en Syrie. J'y ai rencontré des membres de Jabhat al-Nosra et du Liwa Ahrar Souriya (Brigade des hommes libres de Syrie), que vous qualifiez de "fondamentalistes". Moi qui suis chrétien, ils m'ont serré dans leurs bras, ils m'ont embrassé, ils m'ont entouré d'honneurs. [...] La Syrie ne s'oriente pas vers le fondamentalisme. Il s'agit d'une situation temporaire due à l'influence de la foi dans la lutte contre le régime. [...] La Syrie, au long de son existence, a toujours été modérée. Quant à ceux qui veulent défendre ce régime, comme le patriarche [Bechara] Raï [le patriarche maronite libanais membre de l'alliance aouniste avec le Hezbollah], sous le prétexte qu'il protège les minorités, qu'ils sachent qu'aucune d'entre elles, en Syrie, n'a peur pour elle. J'aurais préféré que le patriarche Raï, prenant position, apporte son soutien à la liberté » (interview à la BBC, traduite sur le blog *Un œil sur la Syrie* : « Brèves syriennes (1). Michel Kilo, les fondamentalistes et le patriarche al-Raï », <<http://m1p.fr/yrNU>>, 12 février 2013).

attester une évolution de ses références et de ses pratiques, à mesure que s'ébauchent des embryons d'institutions destinées à combler le vide institutionnel laissé par l'État.

La mutation transparaît également dans la différence de tonalité séparant le premier communiqué du Front, lequel avait nourri toutes les suspicions de manipulation, et les suivants, notamment celui du 27 décembre 2012<sup>37</sup>. Dans ce texte signé du cheikh al-Fatih Abou Muhammad al-Joulani, après un inventaire des faits d'armes tendant à montrer que Jabhat al-Nosra était présent sur l'ensemble du territoire (avec une stratégie initialement concentrée sur la périphérie des villes), on trouve réaffirmée la volonté d'autonomie vis-à-vis des acteurs régionaux ou internationaux, « le refus de s'asseoir à la table d'une conférence tenue à l'étranger ou même d'avoir des réunions avec des officiels de n'importe quel État ou organisation », ainsi que celui « des offres financières venues de plusieurs instances étrangères officielles, et ce malgré la difficulté des conditions » traversées. Le Front attribue ensuite à la longue série de ses succès militaires la décision des États-Unis de le classer comme « organisation terroriste »<sup>38</sup>.

Toutefois, l'essentiel est ailleurs : le rejet affirmé de toute interaction avec le reste de l'opposition touche ici ses limites, puisque le Front se félicite de la condamnation généralisée (« venue de plus de cent organisations institutions ou associations [et] de chercheurs ») de cette décision américaine et du fait que les manifestations du vendredi de cette semaine-là (14 décembre 2012) aient été baptisées, par des organisations très distinctes du Front et qu'en théorie il ne reconnaît pas, du slogan : « Le seul terrorisme est celui d'al-Assad. » Le communiqué en vient enfin à prôner une attitude d'ouverture à l'égard des autres acteurs de la lutte qui rompt spectaculairement avec la tonalité sectaire des premiers appels : « Nous ne sommes pas un parti politique, mais un Front concerné par les affaires des musulmans et la restauration des droits des opprimés. Et c'est pour cela qu'à la base de notre relation avec les autres groupes, il y a le maintien de bonnes relations, la volonté de faire le bien et de ne pas tenir compte de leurs erreurs. »

. 37 Youtube.com, <<http://m1p.fr/yrD>>, 27 décembre 2012.

- 38 Le Front tire argument de la « duplicité » des États-Unis, qui auraient – par alliés israéliens – interposés – permis aux blindés syriens de poursuivre les « rebelles » dans la zone frontière du Golan, laquelle leur était pourtant interdite depuis près de quarante ans.

## *Le djihadisme du camp du régime*

Si, dans le camp de l'opposition, la présence des étrangers s'est considérablement développée en 2012 et 2013, le registre de la mobilisation sectaire religieuse a plus encore pris sa place dans les ressorts de la contre-mobilisation du régime.

Sur ce terrain très passionnel de l'engagement confessionnel, le début de l'année 2013 a vu s'affirmer une tendance dont l'importance n'a pas toujours été suffisamment soulignée. À l'instar de Saddam Hussein qui, lorsqu'il s'était senti menacé, avait fait inscrire sur le drapeau national une proclamation de foi (« *Allah Akbar* ») bien éloignée de son laïcisme revendiqué, son homologue baassiste syrien Bachar al-Assad n'a pas hésité à faire adopter, le 11 mars 2013, par le mufti (sunnite) Hassoun une *fatwa* destinée à mobiliser à son profit les ressorts de la croyance religieuse guerrière qu'il reprochait à ses opposants. Ce volet sectaire de la mobilisation armée d'un pouvoir réputé « laïque » s'est étendu à toutes les confessions. Dans des proportions difficiles à évaluer mais dont la réalité est bien documentée, des volontaires chiites irakiens « djihadistes » ont complété la double présence de centaines de conseillers iraniens et de milliers de combattants du Hezbollah libanais. Les célébrations sectaires contre les « Omeyyades <sup>39</sup> » faisaient désormais partie des pratiques du camp qui tentait pourtant d'asseoir sa légitimité internationale en accusant son opposition de malmener la laïcité au point de mettre en danger les minorités confessionnelles.

Dès avril 2013, on estimait à 7 000 le nombre de combattants libanais engagés aux côtés des troupes du pouvoir syrien et il n'était ainsi plus évident que le nombre des « djihadistes étrangers » – dont la communauté internationale prenait prétexte pour justifier son immobilisme – ait été plus important dans les rangs de l'opposition que dans ceux du régime. D'abord limités au secteur s'étendant de Qousseïr à Zabadani puis dans le Qalamoun, les combattants du Hezbollah ont ensuite pris pied à Damas avant d'officialiser leur présence un mois plus tard, lors de la bataille décisive de Qousseïr en juin 2013, et d'occuper depuis lors une place décisive dans la coalition internationale qui lutte, à l'intérieur de la Syrie, aux côtés du régime.

39 Les Omeyyades, dynastie qui dirigea le monde musulman depuis Damas de 661 à 750, étaient ici stigmatisés en tant qu'initiateurs de la révolte contre le calife Ali, dont les partisans allaient donner naissance au chiisme, ravivant ainsi la première grande *fitna* de l'histoire musulmane.

Dans une autre zone frontalière, la mobilisation des alaouites établis en Turquie ignore régulièrement le tracé de la frontière de 1939. Les milices dirigées par Mihrac Ural, citoyen turc de confession alaouite, résidant en Syrie et proche des milieux d'extrême gauche, s'en prennent régulièrement aux réfugiés syriens et pourraient être à l'origine des massacres survenus à Baniyas début mai 2012. Damas a également acquis le soutien d'une brigade Abou al-Fadl al-'Abbas, dont le nom fait référence à un demi-frère de Hussein

Ibn Ali, particulièrement vénéré par les chiïtes <sup>40</sup>, qui regroupe des combattants chiïtes de plusieurs nationalités. Son quartier général est établi à proximité du mausolée de Sayyida Zaynab (fille de l'imam Ali <sup>41</sup>), dans une banlieue de Damas où la population est désormais composée en majorité de réfugiés chiïtes irakiens. L'afflux vers Sayyida Zaynab de ces milliers de « djihadistes » libanais mais également irakiens, yéménites, afghans et même pakistanais a donné lieu à la création d'une brigade « djihadiste chiïte », Dhou l-Fiqar, en référence aux pouvoirs miraculeux que la tradition chiïte attribue au sabre de l'imam Ali.

### ***Leçons irakiennes et libyennes***

En septembre 2013, l'issue de la révolte syrienne se jouait en partie sur la faculté de l'opposition, politique mais surtout armée, de parvenir à acquérir une crédibilité auprès des puissances étrangères dont elle dépendait en matière de soutien logistique et financier. Au terme de longues tergiversations, notamment après l'atroce épisode de l'usage, le 21 août 2013, par le régime de son arsenal chimique contre les populations de la plaine de la Ghouta, il semblait acquis que ni les États-Unis ni l'Europe n'avaient jamais envisagé sérieusement la seule option qui aurait pu influencer sur l'issue de la confrontation, à savoir fournir à l'opposition les moyens militaires de sa victoire.

Le cas échéant, cette victoire interviendrait donc sans les Occidentaux, voire contre eux. Si telle devait être l'issue de la crise, s'ouvrirait alors

. 40 Si la majorité des combattants de la brigade Abou al-Fadl al-'Abbas semble être proche du courant de l'Irakien Moqtada Sadr et donc des milices de l'Armée du Mahdî, des acteurs plus radicaux encore, notamment le prédicateur Yasser Habib, chiïte d'origine koweïtienne connu pour ses provocations antisunnites, ont lancé des appels à la mobilisation militaire pour la défense de l'*oumma* chiïte (voir Youtube.com, <<http://m1p.fr/yrE>>, 22 juillet 2012, consulté le 31 mars 2013).

. 41 Avec le sanctuaire de Sayyida Zaynab, les duodécimains revendiquent également l'accès à la partie de la grande mosquée des Omeyyades qui abrite, selon leur tradition, la tête de Hussayn.

une ère de relations de l'Europe et des États-Unis avec la Syrie aux antipodes des attentes censées guider leur stratégie depuis 2011. La réticence occidentale à apporter un soutien efficace à l'opposition a surtout été justifiée par la crainte de la radicalisation « djihadiste » d'une partie de ses combattants. Mais, paradoxalement, un soutien plus efficace à l'ASL aurait pourtant eu de fortes chances de freiner l'effective montée en puissance des groupes les plus radicaux. Dans le prolongement de la poussée militaire de l'ASL au cours des derniers mois de 2011, une telle aide, visant à réduire le déséquilibre dans l'usage des armes lourdes et de l'aviation – monopolisé par le régime –, aurait pu en effet renverser le rapport des forces en sa faveur.

L'exemple libyen tend à démontrer que cette crainte obsessionnelle d'un détournement de l'aide militaire n'était pas vraiment raisonnée. L'assassinat d'un ambassadeur américain (tué par l'une des armes les plus répandues au monde, un RPG) ou les débordements de djihadistes (armés dans les arsenaux libyens et non dans ceux de l'OTAN) sur une scène

maliennne en crise bien avant la chute de Kadhafi justifiaient-ils les dizaines de milliers de morts syriens, les centaines de milliers de blessés, les destructions massives, les millions de déplacés et l'enlissement mortifère où s'est enfoncé un pays tout entier ? En Libye encore, si lente et difficile soit la dynamique de construction institutionnelle post-Kadhafi, la quasi-totalité des milices radicales nées de la militarisation de l'opposition s'est accommodée des résultats d'un premier tour électoral qui n'a pas donné de majorité aux forces maniant le lexique islamique. Et l'exemple irakien montre aussi que, si puissants puissent-ils devenir dans un contexte de guerre civile, les groupes confessionnels, surtout s'ils sont, comme en Syrie, en partie au moins « importés » et n'ont pas – à l'instar des Talibans afghans – d'ancrage local ethnique ou social fort, sont loin d'être parvenus aux portes du pouvoir.

Si ces constatations réalistes avaient pris le pas sur les craintes émotionnelles de l'« islamisation » de l'opposition, cela aurait sans doute permis d'éviter la stratégie qui a consisté à laisser des pans entiers de l'opposition – et des dizaines de milliers de civils avec elle – se faire écraser à l'arme lourde, plutôt que de risquer de les voir prendre, au terme de la crise, une « mauvaise » direction politique. La société syrienne ne serait-elle pas capable, une fois libérée du carcan autoritaire, de trouver elle-même ses équilibres internes et de marginaliser pour ce faire ses extrémistes ? Il semble que la communauté internationale lui a refusé ce crédit.

François Burgat et Romain Caillet